

RIO N'AMÉLIORE PAS LE SUD, N'ARRÊTE PAS L'EFFET DE SERRE

RENÉ DUMONT

qui s'appuierait sur des arguments pseudo-scientifiques ou sur les données fausses ou inappropriées dont nombre d'industriels, politiques et aménageurs nous gavent : Tchernobyl, les incendies de forêts plantées en résineux, la mort de la mer d'Aral, les sécheresses provoquées par des déboisements excessifs, ne sont pas des utopies d'écologistes, mais bel et bien le fait d'aménageurs qui font fi des lois de la Nature.

Nous attirons l'attention de tous sur l'absolue nécessité d'aider les pays pauvres à atteindre un niveau de développement durable et en harmonie avec celui du reste de la planète, de les protéger contre des nuisances provenant des nations développées, de les aider à protéger leur patrimoine naturel et culturel, et d'éviter de les enfermer dans un réseau d'obligations irréalistes qui compromettraient à la fois leur indépendance et leur dignité.

Les plus grands maux qui menacent notre planète sont l'ignorance et l'oppression. S'y ajoutent une science mal connue, une technologie mal maîtrisée et une industrie principalement orientée vers des résultats à court terme et non suffisamment soucieuse de l'équilibre naturel et culturel des populations. Science, technologie et industrie devraient permettre à l'Humanité de venir à bout de fléaux tels que la surpopulation, la faim et les pandémies.

Nous regrettons qu'on fasse très rarement appel aux spécialistes des Sciences de Nature lorsqu'il s'agit de prendre des décisions capitales sur l'avenir de l'Environnement et de l'Humanité, et qu'une minorité de scientifiques, toujours les mêmes, croyant détenir tout le savoir, s'arroge le pouvoir.

Le « Sommet Planète Terre » de Rio, au début de juin 1992, avait été précédé de plusieurs années préparatoires, non seulement des gouvernements mais au moins autant des associations de défense de la nature et des organisations non-gouvernementales recherchant le « développement des pays pauvres ». Ces dernières s'étaient réunies, fin décembre 1991, à La Villette, à l'invitation du gouvernement français¹.

De très nombreuses propositions ont été présentées à Rio, comme "l'Agenda 21" pour le XXI^e siècle. On y trouve des masses d'idées, mais fort peu de projets précis qui soient assortis de propositions de financement. Les riches ne s'engagent pas volontiers. Cette réflexion est aussi valable pour les deux thèmes du « Sommet Planète Terre » : l'environnement et le développement. Commentons par ce dernier, qui évoque les relations Nord-Sud.

La meilleure étude sur la situation des plus démunis a été réalisée par le PNUD (le programme des Nations Unies pour le développement) dans son « Rapport mondial sur le développement humain 1992 ». Il nous précise qu'en 1960, 20 % des pays les plus riches de la planète l'étaient en moyenne trente fois plus que 20 % des pays les plus pauvres. En 1990, l'écart entre les mêmes groupes de pays avait doublé, atteignant soixante à un. Si, par ailleurs, on mesure maintenant les écarts entre les personnes on perçoit également les inégalités, elles aussi prononcées, à l'intérieur des pays. Les 20 % de personnes les plus riches sont 150 fois (cent cin-

quante fois) plus riches par tête que le groupe des 20 % les plus pauvres, « car les écarts de revenus se sont profondément creusés au cours des dernières années » précise le PNUD. Où allons-nous, si nous ne pouvons renverser le courant ? Deux conférences sur les pays dits "les moins avancés", les PMA, tenues à Paris à dix ans d'intervalle, en 1981 et 1991, soulignent aussi cette constante aggravation.

On nous dit que le libéralisme, c'est l'efficacité économique ; mais, nous dit très judicieusement le PNUD, « les règles du marché sont souvent déformées pour éviter que la compétition ne soit libre et ouverte à tous ». Citons en confirmation de cette thèse l'accord multifibre, taxant très lourdement toutes les industries textiles, spécialement celles des tiers mondes.

Avec l'écrasement du prix de leurs exportations, agricoles (café, cacao, thé, coton) et minérales (bauxite et minerais) par "le jeu des forces du marché", la part de l'Afrique subsaharienne dans le commerce mondial est quatre fois moins forte qu'en 1960. La part en argent, pas la part en volume, car les prix se sont effondrés.

Finalement, compte tenu de tous les principaux facteurs, le PNUD évalue le montant de l'exploitation des pays pauvres par les pays riches à 500 milliards de dollars par an... Rio n'a rien décidé en matière de réduction et d'annulation des dettes. Seuls les pays riches (USA, CEE, Japon) protègent leur agriculture, les pays pauvres n'en ont pas le droit. Le GATT propose de mettre tous les pays et tous les producteurs en compétition "ouverte", sur les mêmes productions. Ceci quels que soient

les sols et les climats, le niveau d'équipement, etc. Mettre en compétition un *farmer* qui cultive 1 000 hectares de sols fertiles et doté de toute la machinerie moderne avec un paysan africain travaillant un sol dégradé, sous pluies trop rares, à la houe maniée par ses bras (au Burkina Faso on dit « avec l'essence musculaire »), c'est comme faire concourir les autos et les piétons. On se demande à quoi pensent nos "grands experts" ?

Non content d'avoir ruiné les pays pauvres par le système économique dominant, celui de Bretton Woods (endettement, suivi de la recolonisation par les ajustements structurels), voici que nous y ajoutons la *démolition de leurs climats*. L'effet de serre résulte de nos abus des combustibles fossiles, pétrole, charbon et gaz. On sait désormais (voir *La Recherche*, mai 1992) qu'il en résulte un réchauffement global de la planète. D'où des cyclones plus violents et des sécheresses sans précédent dans l'histoire des climats, nous disent les météorologues, qui "oublent" d'en conclure que ces phénomènes découlent de l'effet de serre. Sont très touchés cette année le tiers sud de l'Afrique, et toute la partie orientale de ce continent jusqu'à la Corne de l'Afrique et au Soudan, puis le Maghreb. Quand s'y ajoute la guerre civile, on arrive aux drames du Libéria, de l'Angola, du Mozambique. Plus effroyable encore en Somalie, mais il a fallu 18 mois pour que la Communauté internationale s'en inquiète vraiment. En 1974, en Éthiopie, on avait réagi *plus et plus tôt*, d'où la colère de Bernard Kouchner : « Nous étions en vacances, aux Jeux Olympiques... ». Et puis la Somalie, « vous savez on n'y peut rien », me dit un voisin. *Le Monde* du 30-31 août 1992 nous dit à propos du marché du thé qu'une sécheresse touche, depuis le premier semestre 1992, l'Inde, la Chine, le Sri Lanka et le Kenya, soit tous les principaux pays producteurs.

Le sort de l'Humanité dépend désormais de notre capacité à réduire l'effet de serre ; donc à diminuer, vite et fort, nos *gaspillages* de combustibles fossiles. Dans ce but, la Communauté économique proposait qu'à Rio les gouvernements acceptent une *écotaxe* incitant à réduire nos invraisemblables gas-

pillages de carburant : on prévoit au contraire, dans la CEE, un doublement du fret routier ce qui tue nos chemins de fer, d'ici à l'an 2000 ! Les États-Unis avaient fait la guerre du Golfe pour être sûrs de disposer de quantités *non limitées* de pétrole à *bas prix*. Ils ne vont pas renoncer à ce privilège, même s'il met en cause *la survie prolongée de l'Humanité*. Celle-ci est de plus en plus largement compromise depuis que, vers 1930, on a trouvé au Moyen-Orient du pétrole dont le coût d'extraction était fort modeste, 20 à 40 cents par baril. On a implicitement décidé que les ressources mondiales de pétrole (importantes, mais limitées et non renouvelables) n'avaient dans leurs gisements, aucune valeur monétaire. On pouvait donc les vendre au coût de leur extraction, raffinage et distribution, avec quelques "backchiches", alors modestes, aux autorités de ces pays. On a donc bâti toute notre civilisation sur le gaspillage de cette précieuse ressource, de ce patrimoine mondial de la Planète. Ce qui en prive à ce jour les pays pauvres, et demain les générations futures. Mais plus grave, ce qui démolit tous les climats du monde.

Nous sommes depuis 1989 la nouvelle *Nomenklatura*, celle du Monde dit libre. Avec 15% de la population de la Planète, nous disposons (et gaspillons) 80 % des ressources de la Planète. Nous sommes des criminels que jugeront sévèrement nos descendants. ■

1. Je résume leurs travaux au chapitre 12 de mon livre *Cette guerre nous déshonore, quel nouveau ordre mondial ?*, Le Seuil, 1992. Voir aussi le livre d'Alain Lipietz, *Berlin, Bagdad ?*, Rio, Quai Voltaire, 1992.